



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

carte du combattant

Question écrite n° 37094

Texte de la question

M. Jack Lang attire l'attention de M. le secrétaire d'Etat à la défense, chargé des anciens combattants, sur la requête de l'Union départementale des associations de combattants et victimes de guerre de Loir-et-Cher visant à obtenir l'application de l'accord du 22 octobre 1996, relatif à l'attribution de la carte du combattant. En effet, cet accord prévoyait d'attribuer aux anciens combattants d'Afrique du Nord, 15 points pour le titre de reconnaissance de la Nation, 7 points pour la médaille commémorative et 4 points par trimestre de présence en Afrique du Nord, dans le calcul des 30 points exigés pour l'octroi de ladite carte. L'application de ces propositions réglerait, selon eux, les injustices qui subsistent, notamment en ce qui concerne les rappelés. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui faire connaître la suite qu'il entend réserver à cette demande.

Texte de la réponse

L'honorable parlementaire demande l'exécution d'un prétendu « accord » qui aurait été conclu entre les associations du Front Uni et le ministre des anciens combattants le 22 octobre 1996, modifiant les règles fixant les conditions d'attribution de la carte du combattant aux anciens d'Afrique du Nord. Il fait référence à des propos tenus par un responsable administratif au cours d'une réunion de travail, auxquels la présence d'un membre du cabinet du ministre de l'époque a pu donner une certaine caution. Les documents établis à l'issue de cette réunion enregistrent l'opposition à ces propos du ministre alors en fonction, qui en a rendu compte au Premier ministre par lettre du 19 décembre 1996 et a alors également fait une proposition, acceptée par le chef du Gouvernement et concrétisée par l'arrêté du 14 mai 1997. L'historique des faits démontre qu'aucun « accord » n'est survenu le 22 octobre 1996 alors que n'était pas présent le ministre en charge du dossier, seule autorité publique susceptible d'engager l'Etat. L'inexistence d'un document signé des deux parties confirme d'ailleurs que cet accord n'a pas eu lieu.

Données clés

Auteur : [M. Jack Lang](#)

Circonscription : Loir-et-Cher (1^{re} circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37094

Rubrique : Anciens combattants et victimes de guerre

Ministère interrogé : anciens combattants

Ministère attributaire : anciens combattants

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 8 novembre 1999, page 6370

Réponse publiée le : 24 janvier 2000, page 470